

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

23 NOVEMBRE 2010

Le rapport annuel 2009 de la Coopération technique belge (CTB)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR
M. ANCIAUX

Le 23 novembre 2010, M. Carl Michiels, président du comité de direction de la Coopération technique belge (CTB), a présenté à la commission le rapport annuel 2009 de la Coopération technique belge. Un échange de vues s'en est suivi entre M. Michiels et les membres de la commission.

I. EXPOSÉ DE M. CARL MICHIELS, PRÉSIDENT DU COMITÉ DE DIRECTION DE LA CTB

La Coopération technique belge (CTB) a été créée en 1999 en guise de parachèvement d'une réforme

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2010-2011

23 NOVEMBER 2010

Het jaarverslag 2009 van de Belgische Technische Coöperatie (BTC)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **ANCIAUX**

Op 23 november 2010 heeft de heer Carl Michiels, voorzitter van het directiecomité van de Belgische Technische Coöperatie (BTC), het jaarverslag 2009 van de Belgische Technische Coöperatie voorgesteld aan de commissie. Daaropvolgend heeft er een gedachtewisseling tussen de heer Michiels en de leden van de commissie plaatsgevonden.

I. UITEENZETTING DOOR DE HEER CARL MICHIELS, VOORZITTER VAN HET DIRECTIECOMITÉ VAN BTC

De Belgische Technische Coöperatie (BTC) werd in 1999 opgericht als sluitstuk van een ingrijpende

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groote, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Ludo Sannen, Guy Swennen, Frank Vandenbroucke.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Filip Dewinter, Anke Van dermeersch.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

approfondie de la Coopération belge au développement. Toutefois, ces dix dernières années, le paysage du développement a connu d'importantes mutations. La Déclaration de Paris en 2005 a entraîné une évolution fondamentale en déplaçant le centre de gravité des relations de développement auprès des pays en développement eux-mêmes. À l'occasion du dixième anniversaire de la CTB, il a dès lors été décidé, en concertation avec le ministre de la Coopération au développement, de recourir à une double dénomination : d'une part, «CTB», parce que cette abréviation possède une notoriété dans les pays partenaires, et, d'autre part, «Agence belge de développement», parce qu'il s'agit de montrer que la CTB suit les évolutions qui se font jour dans le paradigme de l'aide.

En 2009, on a commencé à adapter la structure organisationnelle de la CTB en vue de tenir compte de ces nouveaux défis, en particulier l'émergence de nouvelles formes d'aide et l'augmentation des budgets par intervention. À cet effet, la vision et la mission de la CTB ont été redéfinies. La nouvelle vision qui a été choisie est résumée dans le slogan «*Building a fair world*» parce que celui-ci traduit l'engagement commun aux membres du personnel de la CTB et que l'édification d'un monde juste est aussi une préoccupation du secteur et de la communauté internationale. La CTB a pour mission de donner corps à l'engagement de l'État belge en faveur de la solidarité internationale et de mettre celui-ci à exécution.

M. Michiels cite ensuite, à titre d'exemples, quelques activités menées par la CTB :

- en République démocratique du Congo (RDC), un projet est en cours dans le secteur de l'éducation : il vise à former 110 000 enseignants et directeurs et à assurer la distribution de 7 millions de manuels scolaires dans 31 000 écoles dispersées sur l'ensemble du territoire;

- au Pérou (Parc national de Tabaconas-Namballe), 235 000 nouveaux plants de cacao ont été plantés. La production de café a augmenté de 35 % grâce à la formation de 2000 membres de coopératives et l'accès aux campagnes a été amélioré grâce à la construction de douze ponts;

- au Burundi, un programme de formation de la police burundaise a été mis sur pied en coopération avec la police fédérale belge en vue de former 35 000 policiers, plus particulièrement en ce qui concerne le comportement civique, la déontologie, les contacts avec la population et le contrôle des foules;

- bourses d'études et de stages : la CTB finance plus de 6 000 bourses par an, qu'il s'agisse de bourses octroyées en Belgique, de bourses locales sur le terrain ou encore de bourses destinées à des tiers, par exemple pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

hervorming van de hele Belgische ontwikkelingssamenwerking. De afgelopen 10 jaar is het ontwikkelingslandschap echter ingrijpend veranderd. Met de Verklaring van Parijs in 2005 kwam er een fundamentele verschuiving die het zwaartepunt van de ontwikkelingsrelaties bij de ontwikkelingslanden zelf legt. Naar aanleiding van de tiende verjaardag van BTC werd, in samenspraak met de minister voor Ontwikkelingssamenwerking, dan ook beslist om een dubbele naam te gebruiken : enerzijds «BTC» omwille van de naambekendheid in de partnerlanden en anderzijds «Belgisch ontwikkelingsagentschap» om aan te tonen dat BTC de ontwikkelingen in het hulpparadigma volgt.

In 2009 werd een aanvang genomen met de aanpassing van de organisatiestructuur van BTC in functie van die nieuwe uitdagingen, meer bepaald het ontstaan van nieuwe hulpvormen en de groeiende budgetten per interventie. Hiertoe werd de visie en de missie van BTC geherdefinieerd. Als nieuwe visie werd geopteerd voor «*Building a fair world*» omdat dit weergeeft wat de personeelsleden van BTC bindt en omdat een rechtvaardige wereld ook een betrachting is van de sector en van de internationale gemeenschap. De rol van BTC is het verwezenlijken en concretiseren van het engagement van de Belgische Staat voor de internationale solidariteit.

De heer Michiels geeft vervolgens enkele voorbeelden van de activiteiten van BTC :

- in de Democratische Republiek Congo (DRC) loopt een project «onderwijs» voor de vorming van 110 000 onderwijzers en directeurs en de verdeling van 7 miljoen schoolboeken in 31 000 scholen over het ganse grondgebied;

- in Peru (Nationaal park Tabaconas-Namballe) werden 235 000 nieuwe cacaoplanten geplant. De koffieproductie is met 35 % toegenomen door de vorming van 2000 leden van coöperatieven en werd een betere toegang tot het platteland verzekerd dankzij de bouw van twaalf bruggen;

- in Burundi werd, samen met de Belgische federale politie, een vormingsprogramma voor de politie in Burundi opgezet dat voorziet in de vorming van 35 000 politiemensen op vlak van civiek gedrag, deontologie, omgang met de bevolking en *crowd control*;

- studie- en stagebeurzen : BTC financiert meer dan 6 000 beurzen per jaar, zowel in België als lokale beurzen op het terrein als beurzen voor derden, zoals voor het Internationaal Atoomagentschap (IAEA).

Les activités de la CTB en Belgique sont les suivantes :

— l'organisation d'un cycle d'information générale pour plus de mille participants par an;

— la mise en œuvre, dans les écoles, du programme de sensibilisation «Annoncer la Couleur/*Kleur Bekennen*» destiné aux jeunes de dix à dix-huit ans;

— l'organisation, en octobre, de la Semaine nationale du commerce équitable, par le «*Trade for Development Centre*».

En ce qui concerne le cadre législatif de la CTB, M. Michiels explique que la CTB est une société anonyme de droit public à finalité sociale ou, en d'autres termes, une organisation dotée d'un statut hybride qui fournit un service public avec une flexibilité propre au secteur privé. La CTB a été créée par la loi du 21 décembre 1998. Son unique actionnaire est l'État belge, représenté au sein de l'Assemblée générale par le ministre de la Coopération au développement qui est également le ministre de tutelle de la DGCD. Les douze membres du Conseil d'administration sont nommés par le Roi après décision du Conseil des ministres. Le Conseil d'administration désigne le comité de direction.

La ligne de partage entre les activités de la CTB et celles de la DGCD est réglée par un contrat de gestion prévoyant que la CTB se charge de l'exécution des projets tandis que la DGCD s'occupe de la stratégie et de la préparation politique des décisions ainsi que de l'évaluation des activités sur le terrain.

Au cours des années 2005 à 2009, le chiffre d'affaires de la CTB a connu une croissance explosive puisqu'il est passé de 138 millions d'euros en 2005 à 237 millions d'euros en 2009. On s'attend à ce qu'il continue à augmenter en 2010.

Outre les tâches qu'elle effectue pour l'État belge, la CTB peut également réaliser des interventions pour d'autres donneurs d'ordre. Ces interventions représentaient un montant de 6 millions d'euros en 2005 et de 18 millions d'euros en 2009. Ces autres donneurs d'ordre sont la Banque mondiale, la Commission européenne, DFID (RU), GTZ (Allemagne) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Leur choix en faveur de la CTB résulte du fait que dans le nouveau paysage de l'aide, l'accent est mis beaucoup plus sur la collaboration financière. La CTB est, avec GTZ, l'une des rares agences opérationnelles présentes sur le terrain, surtout en RDC où la CTB est présente sur l'ensemble du territoire et est de ce fait un partenaire très recherché pour l'exécution de projets d'autres donneurs d'ordre.

En 2005, les frais de gestion représentaient 14 % du chiffre d'affaires; ils sont tombés à 10 % en 2009.

De activiteiten van BTC in België zijn :

— de organisatie van een algemene informatie-cyclus voor meer dan duizend deelnemers per jaar;

— de uitvoering van het programma «Kleur Bekennen/*Annoncer la Couleur*» voor scholieren tussen tien en achttien jaar;

— de organisatie van de «*Fair Trade*» week in oktober als gastheer van het «*Trade for Development Center*».

Wat betreft het wetgevend kader van BTC, legt de heer Michiels uit dat BTC een NV van publiek recht met sociaal oogmerk is of, met andere woorden, een organisatie met een hybride statuut die een openbare dienst verleent met een flexibiliteit eigen aan de privé sector. BTC werd opgericht bij de wet van 21 december 1998. Zijn enige aandeelhouder is de Belgische Staat, vertegenwoordigd in de Algemene Vergadering door de minister van Ontwikkelingssamenwerking die ook de voogdij-minister van DGOS is. De twaalf leden van de Raad van bestuur worden benoemd door de Koning na beslissing van de Ministerraad. De Raad van bestuur duidt het directiecomité aan.

De scheidingslijn tussen BTC en DGOS wordt geregeld door een beheerscontract dat voorziet dat BTC instaat voor de uitvoering van de projecten en DGOS voor de strategie en politieke voorbereiding van de beslissingen, evenals voor de evaluatie van de activiteiten op het terrein.

In de periode 2005 tot 2009 kende BTC een explosieve groei van de omzet: van 138 miljoen euro in 2005 tot 237 miljoen euro in 2009. Verwacht wordt dat dit cijfer in 2010 nog zal verder zal stijgen.

Naast de taken voor de Belgische Staat kan BTC ook opdrachten uitvoeren voor andere opdrachtgevers. In 2005 ging het om taken voor een waarde van 6 miljoen euro; voor 2009 bedraagt het cijfer 18 miljoen euro. Deze andere opdrachtgevers zijn de Wereldbank, de Europese commissie, DFID (VK), GTZ (Duitsland) en het Internationaal Atoomagentschap (IAEA). Hun keuze voor BTC is een gevolg van het feit dat in het nieuwe hulplandschap veel meer de nadruk wordt gelegd op financiële samenwerking. Samen met GTZ is BTC één van de weinige operationele agentschappen aanwezig op het terrein, zeker in de DRC waar BTC over het hele territorium aanwezig is en hierdoor een gegeerde partner voor de uitvoering van projecten van andere opdrachtgevers.

De beheerskosten bedroegen 14 % van het omzet-cijfer in 2005. Dit cijfer daalde tot 10 % in 2009.

Selon M. Michiels, la norme se situe aux alentours de 12 à 13 % si bien qu'avec le chiffre actuel, la CTB rencontre des difficultés pour garantir une exécution et un suivi corrects de ses tâches.

Conformément à la loi de 1999, le nombre de pays partenaires pour la Coopération belge au développement est limité à vingt-cinq. Dans la pratique, il y a dix-huit pays partenaires: l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Vietnam, le Maroc, l'Algérie, le Niger, le Bénin, le Mali, le Sénégal, la RDC, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Mozambique, l'Afrique du Sud et les Territoires palestiniens. La CTB est présente essentiellement en Afrique centrale et, plus particulièrement, dans des États fragiles comme le Niger, la RDC et le Burundi.

Sur le plan géographique, les activités se répartissent comme suit :

- Afrique centrale : 49 % des activités;
- Afrique du Nord et de l'Ouest : 22 %;
- Amérique latine : 9 %;
- Afrique de l'Est et Afrique australe : 8 %;
- Asie : 8 %. En Asie, la présence est limitée au Vietnam. La CTB est sur le point de clôturer plusieurs projets au Cambodge;
- Belgique : 4 %. Il s'agit principalement de bourses.

En ce qui concerne la répartition par secteur, les chiffres se présentent comme suit :

— Santé : 27 %. La santé reste l'un des secteurs prioritaires, y compris pour les prochains programmes de coopération. D'autres opérateurs belges déploient également d'importantes activités dans ce domaine. C'est le cas de l'Institut de médecine tropicale, l'École de Santé publique (ULB) et certaines ONG.

— Enseignement : 20 %. Il s'agit surtout de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. L'enseignement universitaire a été confié aux opérateurs indirects.

— Bonne gouvernance : 17 %. Ce chiffre est en augmentation depuis quelques années.

— Agriculture : 17 %. Par suite de la fixation des objectifs du millénaire, ce chiffre a diminué pendant quelques années (au profit de projets sociaux), mais depuis que la crise alimentaire a éclaté, l'accent est mis de nouveau sur la sécurité alimentaire. Le ministre de la Coopération au développement a décidé que 10 % au moins du budget doit servir à soutenir l'agriculture.

— Infrastructure : 13 %. Il s'agit de travaux liés aux infrastructures de base, comme les chemins agricoles, les dispensaires dans des écoles, les ponts de petite

Volgens de heer Michiels ligt de norm rond 12 à 13 % zodat met het huidige cijfer BTC moeilijkheden ondervindt om een goede uitvoering en opvolging van haar taken te verzekeren.

Het aantal partnerlanden voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking is ingevolge de wet van 1999 beperkt tot vijftientig. In praktijk zijn er 18 partnerlanden: Ecuador; Peru, Bolivia, Vietnam, Marokko, Algerije, Niger, Benin, Mali, Senegal, DRC, Oeganda, Rwanda, Burundi, Tanzania, Mozambique, Zuid-Afrika en Palestijns gebied. BTC is vooral aanwezig in Centraal-Afrika en dan in het bijzonder in fragiele staten als Niger, DRC en Burundi.

Wat betreft de geografische spreiding kunnen de cijfers als volgt worden weergegeven :

- Centraal-Afrika : 49 % van de activiteiten;
- Noord- en West-Afrika : 22 %;
- Latijns-Amerika : 9 %;
- Oost- en zuidelijk Afrika : 8 %;
- Azië : 8 %. In Azië is de aanwezigheid beperkt tot Vietnam. BTC voert nog wel enkele aflopende projecten uit in Cambodja;
- België : 4 %. Dit zijn voornamelijk beurzen.

De cijfers voor de sectoriële spreiding zijn als volgt :

— Gezondheid : 27 %. Gezondheid blijft één van de prioritaire sectoren, ook voor de volgende samenwerkingsprogramma's. Andere Belgische actoren, zoals het Instituut voor Tropische Geneeskunde, de *École de santé publique* (ULB) en sommige NGO's ontwikkelen eveneens grote activiteiten op dit vlak.

— Onderwijs : 20 %. Het betreft vooral basis- en beroepsonderwijs. Universitair onderwijs is toevertrouwd aan de indirecte actoren.

— *Good governance* : 17 %. Dit cijfer stijgt sinds enkele jaren.

— Landbouw : 17 %. Ingevolge de Millenniumdoelstellingen daalde dit cijfer sinds enkele jaren (ten voordele van sociale projecten), doch sinds de voedselcrisis wordt opnieuw de nadruk op voedselzekerheid gelegd. De minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft beslist dat minstens 10 % van het budget aan steun voor landbouw moet worden toegekend.

— Infrastructuur : 13 %. Dit betreft basisinfrastructuur, zoals kleine landbouwwegen, dispensaria in scholen, kleine bruggen, kleine wegenonderhouds-

dimension, les petits travaux d'entretien des routes. Toutefois, en RDC, la CTB a déjà procédé à la réfection de routes sur une distance de 4 400 kilomètres et devrait faire de même sur une distance supplémentaire de 3 000 kilomètres.

— Volet multisectoriel : 6 %. Ce chiffre regroupe l'ensemble des autres secteurs.

L'on peut observer plusieurs tendances dans la nouvelle coopération au développement :

— Une énorme augmentation du volume de la coopération au développement par pays. Nous constatons pour chaque pays que l'enveloppe a pratiquement doublé. Il s'agit d'une politique délibérée parce que le ministre et l'administration ne voulaient plus être le donateur de 1 %, avec toutes les conséquences négatives en termes d'impact et d'influence. Cette tendance se renforce et permet à la CTB de s'attaquer à des projets de plus grande envergure.

— Une augmentation de l'enveloppe et du volume par projet. Alors qu'en 2007, de nombreux projets représentaient un montant inférieur à 4 millions d'euros, voire à 2 ou à 1 millions d'euros, y compris tous les frais de transaction qu'ils impliquaient, nous constatons en 2010 une augmentation sensible du nombre de projets dépassant les 8 millions. Des projets de 10, 15 et même, récemment, de 28 millions d'euros ne sont plus des exceptions.

— Une tendance à une plus grande responsabilisation du partenaire, en conséquence de la Déclaration de Paris, et une incitation à l'appropriation et à l'alignement sur les systèmes locaux. De cette manière, il est possible de réduire les frais de transaction et les coûts administratifs.

Les modalités d'exécution de la coopération au développement sont les suivantes :

— Régie : la coopération belge au développement continue à assumer toute la responsabilité

— Cogestion : on utilise les systèmes du partenaire, mais la responsabilité est partagée

— Exécution nationale : on utilise les systèmes du partenaire et ce dernier assume également toute la responsabilité

— Soutien budgétaire : soutien en faveur des efforts du pays.

Malgré la tendance à une plus grande responsabilisation du partenaire, le portefeuille de la CTB couvre des projets à concurrence de 62 %.

La concentration thématique des activités de la CTB :

— Genre : la CTB a approuvé en 2010 une stratégie de *gender mainstreaming*, en vue d'intégrer

travaux. Toch heeft BTC al 4 400 km weg hersteld in de DRC en wordt er nog op BTC gerekend voor een bijkomende 3 000 km.

— Multisectorieel : 6 %. Dit cijfer groepeerd al de andere sectoren.

Er kunnen een aantal tendensen in de nieuwe ontwikkelingssamenwerking worden waargenomen :

— Een enorme stijging van het volume van de samenwerkingsprogramma per land. We stellen voor elk land bijna een verdubbeling van de enveloppe vast. Dit is een bewuste politiek omdat de minister en de administratie niet langer meer de 1 % donor, met alle negatieve gevolgen in termen van impact en invloed, wilden zijn. Deze tendens versterkt zich en geeft BTC de mogelijkheid om grotere projecten aan te pakken.

— Een verhoging van de enveloppe en het volume per project. Terwijl in 2007 veel projecten minder dan 4 miljoen euro bedroegen, zelfs minder dan 2 of 1 miljoen — met alle daarbij gepaarde transactiekosten —, stellen we in 2010 een merkbare stijging van de projecten van meer dan 8 miljoen vast. Projecten van 10, 15 en recent zelfs 28 miljoen euro zijn geen uitzondering meer.

— Een tendens naar meer verantwoordelijkheid voor de partner. Dit is een gevolg van de Verklaring van Parijs met een aanmoediging voor ownership en afstemming op lokale systemen. Op die manier kunnen transactie- en administratiekosten worden verminderd.

De uitvoeringsmodaliteiten van de ontwikkelingssamenwerking zijn de volgende :

— Regie : alle verantwoordelijkheid blijft bij de Belgische ontwikkelingssamenwerking

— Co-beheer : de systemen van de partner worden gebruikt, maar met gedeelde verantwoordelijkheid

— Nationale uitvoering : de systemen van de partner worden gebruikt en de partner draagt ook alle verantwoordelijkheid

— Budgetsteun : steun aan de inspanningen van het land.

Ook al neigt de tendens naar meer verantwoordelijkheid van de partner, toch bevat de portefeuille van BTC voor 62 % projecten.

De thematische concentratie van de activiteiten van BTC :

— *Gender* : BTC heeft in 2010 een gender mainstreaming-strategie goedgekeurd om het gender aspect

la dimension du genre tant en son siège que sur le terrain, mais aussi dans les projets. Le but est d'éviter des projets en matière de genre dont l'impact serait trop limité. La CTB tente d'améliorer l'égalité des sexes dans les structures au moyen d'objectifs chiffrés. Ce thème continue à faire l'objet d'une attention soutenue. Des notes en matière de *gender-assesment* sont ainsi rédigées au Maroc et en RDC afin de dresser un tableau de la question et d'orienter les projets.

— HIV/sida : ce thème reste important, étant donné les pays où la CTB est active. Le personnel de la CTB est, lui aussi, de plus en plus confronté à cette problématique. Une note de politique générale axée sur la prévention, dans le cadre tant des projets que du fonctionnement propre, et sur l'accueil des personnes contaminées, a été élaborée récemment. Une spécialiste a été recrutée en 2010.

— Environnement : la CTB a reçu la certification EMAS. Les émissions de CO₂ sont intégralement compensées par des « *gold standard certificates* ».

— Droits de l'enfant : la CTB n'a qu'un projet en la matière, à savoir la construction d'une école pour anciens enfants soldats à Gulu (Ouganda).

— Économie sociale : la CTB tente d'introduire ce principe dans l'ensemble de son fonctionnement. C'est ainsi qu'on recherche, dans le cadre de la loi relative aux marchés publics, des solutions pour promouvoir la HIMO (*haute intensité de main-d'œuvre*) dans les grands travaux d'infrastructure.

En 2009, le siège central de la CTB a compté jusqu'à 191 membres du personnel (182 équivalents temps plein). La CTB compte en outre 185 experts internationaux. Malgré l'augmentation du volume de travail, ce chiffre est resté stable, ce qui signifie concrètement une diminution du nombre moyen d'experts par projet mis en œuvre.

Il y a encore, par ailleurs, 47 « assistants juniors » qui travaillent dans le cadre du Programme Junior de la coopération au développement. Selon M. Michiels, le service volontaire à la coopération au développement est un succès, car bon nombre de ces anciens volontaires restent actifs dans le secteur du développement, et même sur le terrain pour beaucoup d'entre eux.

Enfin, 199 membres du personnel locaux travaillent dans les différents bureaux de représentation de la CTB. Sur le terrain, la CTB tente non seulement d'employer des expatriés mais aussi de valoriser le personnel local.

En conclusion, M. Michiels présente les défis auxquels la CTB se prépare pour l'avenir, à savoir :

— Une gestion axée sur les résultats : on accorde actuellement encore trop d'attention à l'input, au

te mainstreamer zowel op de zetel als op het terrein, maar ook in de projecten. Het doel is om gender-projecten te vermijden die te beperkt zijn in impact. BTC tracht met streefcijfers de gelijkheid van de seksen in de structuren te verbeteren. Er is blijvende aandacht voor dit thema in de werking. Zo worden in Marokko en in de DRC *gender-assesment* notes opgesteld om de problematiek in kaart brengen en projecten te richten.

— HIV/aids : Gelet op de landen waarin BTC werkzaam is, blijft dit een belangrijk thema. Ook het eigen personeel van BTC wordt steeds meer geconfronteerd met de problematiek. Onlangs werd een algemene beleidsnota uitgewerkt met het oog op preventie, zowel in de projecten als in de eigen werking, en ook op opvang van geaffecteerden. In 2010 werd een experte gerekruteerd.

— Milieu : BTC heeft de EMAS-certificatie ontvangen. Alle CO₂ wordt gecompenseerd door « *gold standard certificates* ».

— Kinderrechten : BTC heeft hier slechts één project, namelijk de bouw van een school voor ex-kindsoldaten in Gulu (Oeganda).

— Sociale economie : BTC tracht dit principe in heel haar werking in te voeren. Zo worden in het kader van de wet op de overheidsopdrachten oplossingen gezocht om HIMO (*haute intensité de main-d'œuvre*) te bevorderen voor grote infrastructuurwerken.

In 2009 nam het aantal personeelsleden van BTC op de hoofdzetel toe tot 191 personeelsleden (182 voltijds equivalenten). Daarnaast telt BTC nog 185 internationale experts. Ondanks de toename van het werkvolume, is dit aantal stabiel gebleven hetgeen in de praktijk betekent minder experts in verhouding tot het aantal uitgevoerde projecten.

Er zijn verder nog 47 « juniors assistenten » die werken in het kader van het junior programma voor ontwikkelingssamenwerking. Volgens de heer Michiels is de vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking een terecht succes, want veel van deze ex-vrijwilligers blijven werkzaam in de ontwikkelingssector; vele zelfs op het terrein.

Ten slotte werken er 199 lokale personeelsleden in de verschillende landenkantoren van BTC. BTC tracht om op het terrein niet alleen expats te werk te stellen maar ook om het lokaal personeel te valoriseren.

Ten slotte wijst de heer Michiels op de uitdagingen voor de toekomst, waarop BTC zich voorbereid, te weten :

— Resultaatsgericht beheer : er gaat nu nog te veel aandacht naar de input en te weinig naar de output. Er

détriment de l'output. Il faut être plus attentif aux résultats et aux personnes sur le terrain.

— Investir dans l'humain : il devient de plus en plus difficile d'engager du personnel avec le bon profil, en particulier parce que la CTB travaille souvent dans les régions les plus isolées des pays partenaires.

— La satisfaction des clients : tant les partenaires sur le terrain que les autorités belges.

— La transparence et la lutte contre la corruption : la responsabilisation des partenaires locaux entraîne souvent des défis dans le domaine de la gestion des risques.

— Le dialogue avec les parties prenantes.

II. ÉCHANGE DE VUES

M. Anciaux souligne que quelques programmes indicatifs de coopération (PIC) seront prochainement renouvelés (entre autres celui conclu avec le Rwanda). Cette révision se fera en conformité avec les directives prévues à cet effet. Préalablement à l'élaboration d'un PIC, les différents acteurs de la coopération au développement sont consultés. L'intervenant s'interroge sur l'état d'avancement de ces nouveaux PIC. Pour quelle date sont-ils attendus (sachant, notamment, que le gouvernement actuel est en affaires courantes)? Les directives relatives à l'élaboration des PIC doivent-elles toujours être respectées et le sont-elles effectivement dans la pratique? A-t-on déjà pris contact avec des organisations de la société civile dans l'optique des nouveaux PIC?

Il ressort du rapport de l'évaluateur spécial présenté à la commission le 20 octobre 2010 que la répartition des tâches entre la CTB et l'AGCD est plutôt floue. L'évaluateur spécial a appelé à une coordination administrative. Selon M. Michiels, une meilleure collaboration entre la CTB et l'AGCD est-elle possible? Dans la pratique, des mesures ont-elles déjà été prises en ce sens et, le cas échéant, des changements sont-ils déjà perceptibles?

M. Anciaux souligne également que l'évaluateur spécial a aussi épinglé une surabondance de règles et d'évaluations au sein de la CTB ainsi qu'un manque flagrant d'attention pour l'impact de la politique. Les partenaires ne sont pas suffisamment associés, les chiffres d'impact font totalement défaut et les évaluations sont considérées comme quelque chose de négatif plutôt que comme des informations utiles dans l'optique de l'amélioration des projets et de la politique. Que pense M. Michiels de l'importance d'une vision stratégique faisant des résultats et de l'« outcome » le fil conducteur de la politique belge de coopération au développement?

moet meer aandacht besteed worden aan de resultaten en aan de mensen op het terrein.

— Investeren in mensen : het wordt steeds moeilijk om personeel met het juiste profiel aan te werven, vooral omdat BTC dikwijls in de meest geïsoleerde streken van de partnerlanden werkt.

— Klantentevredenheid : zowel van de partners op het terrein als de eigen Belgische overheid.

— Transparantie en corruptiebestrijding : de responsabilisering van de lokale partners leidt dikwijls ook tot uitdagingen op het vlak van risicobeheersing.

— Dialoog met de *stakeholders*.

II. GEDACHTEWISSELING

De heer Anciaux stipt aan dat binnenkort enkele indicatieve samenwerkingsprogramma's (ISP's) worden hernieuwd (onder andere dat met Rwanda). Deze herziening zal gebeuren volgens de richtlijnen die hiervoor werden opgesteld. Voorafgaand aan de opstelling van een ISP worden de verschillende actoren binnen ontwikkelingssamenwerking geconsulteerd. Spreker peilt naar de vooruitgang bij deze nieuwe ISP's. Wanneer kunnen ze verwacht worden (vooral gelet op het feit dat de huidige regering een regering van lopende zaken is)? Moeten de richtlijnen voor het opstellen van ISP's steeds worden nageleefd? En gebeurt dit ook in de praktijk? Werden middenveldorganisaties reeds gecontacteerd voor de nieuwe ISP's?

Uit de evaluatie die de Bijzonder Evaluator op 20 oktober 2010 aan de commissie heeft voorgesteld, bleek dat de taakverdelingen tussen BTC en DGOS eerder vaag is. De Bijzonder Evaluator riep op om de administratie op één lijn te krijgen. Ziet de heer Michiels een betere samenwerking tussen BTC en DGOS mogelijk? Is hiervoor in de praktijk al actie ondernomen en eventueel verandering merkbaar?

Verder stipt de heer Anciaux aan dat de Bijzonder Evaluator op een overaanbod aan regels en evaluaties binnen BTC wees, maar ook op een duidelijk tekort aan aandacht voor de impact van het beleid. Partners worden te weinig betrokken, impactcijfers zijn afwezig en evaluaties worden gezien als iets negatiefs in plaats van nuttige informatie die kan leiden tot een verbetering van de projecten en het beleid. Hoe kijkt de heer Michiels naar het belang van een strategische visie waarbij « outcome » en resultaten de leidraad vormen van het beleid van de Belgische ontwikkelingssamenwerking?

Dans son rapport, l'évaluateur notait aussi que l'évolution positive recommandée en matière de politique du personnel n'avait pas eu lieu. La CTB aurait besoin à cet égard d'une plus grande expertise sectorielle et thématique. Quels problèmes M. Michiels perçoit-il sur ce plan? La CTB renforcera-t-elle cette expertise sectorielle et thématique requise?

En ce qui concerne le personnel, M. Anciaux estime que pour une agence qui est uniquement chargée de la mise en œuvre sur le terrain, le nombre de membres du personnel présents à Bruxelles est encore relativement élevé.

Une partie importante des projets (20 %) portent sur l'enseignement. Dans quelle mesure la CTB collabore-t-elle à cet égard avec les communautés en Belgique?

Un des objectifs de l'actuel ministre de la Coopération au développement était de prévoir un plus grand apport financier par projet. M. Anciaux estime néanmoins que l'objectif de faire partie des grands pays donateurs n'est pas toujours utile, car la qualité d'un projet est plus importante que son coût.

Pour ce qui est des moyens financiers de la Coopération au développement pour 2011, M. Anciaux souligne qu'en 2010, une grande part du financement consistait encore en remise de dettes. Entre-temps, une grande partie des dettes ont été annulées. Que va-t-il se passer l'année prochaine?

La question suivante porte sur le Programme Junior. S'agit-il d'une initiative unique de l'ancien ministre de la Coopération au développement, M. De Decker, ou le programme se poursuit-il structurellement? Qu'en est-il de la coopération avec les ONG, les organisations de la jeunesse, l'enseignement, etc.?

Dans son rapport annuel, la CTB fait référence à la responsabilité qu'elle entend assumer sur le plan social, économique et environnemental. C'est pourquoi elle poursuit le développement de sa politique en matière de responsabilité sociétale des entreprises. Concrètement, son action porte sur l'élaboration d'un code éthique, d'une politique interne en matière de sida et de genre ainsi que sur l'obtention et la conservation de labels écologiques. Un expert VIH a été engagé récemment pour élaborer plus en détail la politique interne en matière de sida. Cet engagement revêt-il un caractère durable? Pour combien de temps le financement de cette fonction est-il prévu?

Il ressort de plusieurs rapports d'évaluation de la CTB que l'on ne prête pas suffisamment attention à des thèmes transversaux tels que le VIH/SIDA et la problématique du genre. L'impact de la politique belge en matière de genre et de VIH serait impossible à mesurer. Selon le rapport annuel, une nouvelle stratégie de *gender mainstreaming* a été présentée en

In het rapport van de Evaluator stond ook te lezen dat de aanbevolen positieve evolutie in het personeelsbeleid is uitgebleven. BTC zou daarbij nood hebben aan versterking van sectoriële en thematische expertise. Welke problemen ervaart de heer Michiels op dit vlak? Zal BTC deze noodzakelijke sectoriële en thematische expertise versterken?

Wat betreft het personeel, meent de heer Anciaux dat voor een agentschap dat op het terrein alleen uitvoering moet geven, er nog vrij veel personeelsleden in Brussel aanwezig zijn.

Een belangrijk deel van de projecten (20 %) heeft betrekking op onderwijs. In hoeverre werkt BTC hier samen met de gemeenschappen in België?

Eén van de doelstellingen van de huidige minister van Ontwikkelingssamenwerking was een grotere financiële inbreng per project. Toch meent de heer Anciaux dat de doelstelling om te behoren tot de grote donorlanden, niet altijd nuttig is omdat de kwaliteit van een projecten belangrijker is dan de kostprijs ervan.

Wat betreft de financiële middelen van Ontwikkelingssamenwerking voor 2011, onderstreept de heer Anciaux dat in 2010 een groot deel van de financiering nog uit kwijschelding van schulden bestond. Ondertussen zijn een groot deel van de schulden kwijtgescholden. Wat zal er volgend jaar gebeuren?

Een volgende vraag heeft betrekking op de juniors programma's. Zijn deze eenmalig initiatief van vroegere minister van Ontwikkelingssamenwerking, de heer De Decker, of wordt het programma structureel verder gezet. *Quid* met de samenwerking met NGO's, jeugdorganisaties, onderwijs, ...?

In het jaarverslag van BTC wordt verwezen naar de verantwoordelijkheid die BTC wil opnemen op sociaal, economisch en milieugebied en daarom zijn beleid voor maatschappelijk verantwoord ondernemen uitbreidt. Concreet gaat het om het opstellen van een ethische code, een intern aids- en genderbeleid en het behalen en behouden van milieulabels. Wat het intern aids-beleid betreft, werd onlangs een HIV-expert aangeworven om dit verder uit te werken. Heeft deze aanstelling een langdurig karakter? Hoe lang loopt de financiering voor deze functie?

Uit verschillende evaluatierapporten van BTC blijkt dat er te weinig aandacht is voor transversale thema's als HIV/aids en *gender*. Er zou geen mogelijkheid zijn om de impact van het Belgisch gender- en HIV-beleid te meten. Volgens het jaarverslag werd in januari 2010 een nieuwe gendermainstreaming-strategie voorgesteld. Kan de heer Michiels wat meer uitleg geven

janvier 2010. M. Michiels peut-il fournir des précisions à ce sujet? Est-il exact qu'il est impossible de mesurer l'impact des thèmes transversaux? Dans l'affirmative, comment pourrait-on faire en sorte que cela soit possible à l'avenir?

Les soins de santé sont souvent désignés comme un secteur prioritaire. Cela concerne notamment le renforcement des systèmes de santé ainsi que les ressources humaines. Nous constatons malheureusement un relâchement de l'attention pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ainsi que pour la mortalité maternelle. Il s'avère pourtant que c'est précisément au niveau des OMD qu'il faudra travailler d'arrache-pied pour atteindre l'objectif fixé d'ici à 2015. M. Michiels pourrait-il expliquer les projets de la CTB en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive ainsi que la mortalité maternelle? Pourquoi l'attention consacrée à ces thèmes faiblit-elle?

M. Anciaux signale pour finir que la CTB a également décidé il y a peu de ne plus travailler avec plusieurs programmes de santé, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais plutôt de se concentrer sur un seul programme coordonné. Y travaille-t-on déjà dans la pratique? Où en est-on? Cela se fera-t-il également pour d'autres secteurs?

Mme Arena se réfère au rapport de l'évaluateur spécial (p. 23), où les actions de la CTB sont décrites en des termes plutôt négatifs. Le problème ne se situe pas tant au niveau de la réalisation des résultats immédiats, mais plutôt à celui des résultats qui doivent en découler, c'est-à-dire au niveau de l'«*outcome*». Une des recommandations formulées par l'évaluateur spécial souligne la nécessité de consacrer davantage d'attention à la formulation des projets. Cette remarque sera-t-elle prise en considération lors des négociations relatives au nouveau contrat de gestion de la CTB?

Par ailleurs, l'évaluateur spécial a également souligné les difficultés de coopération entre la CTB et la DGCD, tant à Bruxelles que sur le terrain. La nécessité de responsabiliser davantage le partenaire, conformément à la Déclaration de Paris, fait de la CTB un accompagnateur de projet plutôt qu'un responsable de suivi, tandis que les relations politiques avec le pays partenaire restent du ressort de la DGCD. La question est de savoir comment la CTB voit la répartition des rôles. L'encadrement de projets requiert non seulement une nouvelle stratégie mais également de nouvelles compétences de la part du personnel.

L'évaluateur spécial estime que la CTB accorde beaucoup d'attention à l'analyse financière d'un dossier plutôt qu'à l'analyse de son contenu. M. Michiels partage-t-il cette critique? Comment la CTB pourrait-elle mettre l'accent sur une analyse plus approfondie du contenu, sans renoncer pour autant au contrôle financier?

over deze genderstrategie? Is het waar dat het onmogelijk is om de impact van transversale thema's te meten? Hoe kan dit wel mogelijk worden in de toekomst?

Er wordt vaak gewezen op gezondheidszorg als prioritaire sector. Dit betreft dan onder meer de versterking van de gezondheidssystemen en *human resources*. Jammer genoeg zien we daarbij een verminderde aandacht voor seksuele en reproductieve gezondheid en rechten en moedersterfte. Nochtans blijken dat precies de MDG's te zijn waar hard zal moeten gewerkt worden om de vooropgestelde doelstelling tegen 2015 te halen. Kan de heer Michiels de projecten van BTC betreffende de seksuele en reproductieve gezondheid en moedersterfte verduidelijken. Waarom krijgen dergelijke thema's minder aandacht?

Ten slotte merkt de heer Anciaux op dat BTC sinds kort besliste om niet te werken met verschillende gezondheidsprogramma's, zoals tot nu toe het geval was, maar eerder te kiezen voor één gecoördineerd programma. Wordt hier in de praktijk reeds aan gewerkt? Hoe ver staat het? Zal dit ook voor andere sectoren gebeuren?

Mevrouw Arena verwijst naar het verslag van de Bijzonder Evaluator (p. 23) dat zich eerder in negatieve bewoordingen uitlaat over de acties van BTC. Het probleem situeert zich niet zozeer in het realiseren van de onmiddellijke resultaten, maar op de resultaten die hierop moeten volgen, nl. het outcome-niveau. Één van de aanbevelingen van de Bijzonder Evaluator is dat er meer aandacht moet gaan naar de formulering van de projecten. Zal deze opmerking in aanmerking worden genomen bij de onderhandelingen over het nieuwe beheerscontract van BTC?

Verder heeft de Bijzonder Evaluator ook gewezen op de moeilijkheden in de samenwerking tussen BTC en DGOS, zowel in Brussel als op het terrein. Ingevolgde de Verklaring van Parijs moet meer verantwoordelijkheid gelegd worden bij de partner waardoor BTC eerder een begeleider dan een opvolger van een project wordt, terwijl de politieke band met het partnerland een taak van DGOS blijft. De vraag is hoe BTC de verdeling van de rollen ziet. Begeleiding van projecten vraagt niet alleen een nieuwe strategie maar ook nieuwe competenties van het personeel.

De Bijzonder Evaluator is van oordeel dat BTC veel aandacht schenkt aan de financiële analyse van een dossier eerder dan aan een analyse van de inhoud. Deelt de heer Michiels deze kritiek? Hoe kan BTC het accent verleggen naar een grondigere analyse van de inhoud, zonder de financiële controle lost te laten?

Mme Arena souligne ensuite que le rapport annuel de la CTB montre que le budget de l'agence évolue mais que les frais de gestion se stabilisent, voire diminuent. Si l'on souhaite assurer un meilleur encadrement des pays partenaires et apporter une réponse professionnelle aux nouveaux défis, il est cependant nécessaire de revoir les frais de gestion.

En ce qui concerne le contrôle financier, le rapport annuel de la CTB (p. 12) précise que la rémunération totale et les frais de mission des commissaires de la Cour des comptes avoisinent les 40 000 euros, tandis que la rémunération afférente au mandat des réviseurs d'entreprises se chiffre à 344 478 euros. Comment expliquer une telle différence ?

Le rapport annuel précise plus loin (p. 42) que la CTB a effectué des placements de fonds sur des comptes à court terme à la Deutsche Bank, chez ING et chez Fortis. Pourquoi la CTB n'opte-t-elle pas pour une banque solidaire, telle que Triodos par exemple ?

Mme Arena évoque enfin la décision de financer des manuels scolaires. Une concertation a-t-elle été menée avec les Communautés concernant leurs projets en matière d'enseignement ? Des problèmes ont déjà été constatés, notamment en RDC, où des manuels scolaires pour l'enseignement secondaire ont été livrés alors que le pays a besoin de projets au niveau de l'enseignement fondamental.

M. De Bruyn s'interroge également sur la coopération avec les communautés sur le plan de l'enseignement. N'y a-t-il pas double emploi ? Comment s'efforce-t-on d'optimiser la coopération ?

L'intervenant se demande d'autre part si une coopération structurelle avec d'autres partenaires a été mise en place consécutivement au Code de conduite européen en vue d'un partage efficace des tâches.

En ce qui concerne la coopération sur le terrain entre la CTB et la DGCD, le rapport annuel indique que dans les pays partenaires, les deux parties sont représentées respectivement par l'Attaché à la coopération au développement et le Représentant résident de la CTB. Comment la coopération se passe-t-elle ? Lorsqu'il y a des difficultés sur le terrain, sont-elles dues aux structures ou à des personnalités en opposition ?

M. De Bruyn déclare pouvoir souscrire au principe de l'appropriation, mais se demande combien de projets reposant sur ce principe peuvent être considérés comme ayant abouti. Le rapport annuel donne peu d'informations sur les résultats du *screening*.

En 2009, un budget total de 3,2 millions d'euros a été alloué pour la sélection de nouveaux micro-projets dans les différents pays partenaires. De combien de

Mevrouw Arena stipt verder aan dat volgens het jaarverslag van BTC de begroting van BTC evolueert, maar dat de beheerskosten stabiliseren, zelfs verminderen. Voor een betere begeleiding van de partnerlanden en een professioneel antwoord te geven op de nieuwe uitdagingen, is het wel nodig om de beheerskosten te herzien.

Wat betreft het financieel toezicht, wordt in het jaarverslag van BTC (p. 12) vermeldt dat de totale bezoldigingen en zendingskosten van de commissarissen van het Rekenhof ongeveer 40 000 euro bedragen, terwijl dit 344 478 euro is voor de vergoedingen voor het mandaat van de bedrijfsrevisoren. Hoe wordt dit aanzienlijk verschil uitgelegd ?

Het jaarverslag vermeldt verder (p. 42) dat BTC geldbeleggingen heeft gedaan op korte-termijnrekeningen bij Deutsche Bank, ING en Fortis. Waarom kiest BTC geen solidaire bank, zoals Triodos bijvoorbeeld ?

Ten slotte wijst mevrouw Arena op de beslissing om schoolboeken te financieren. Werd er overleg gepleegd met de gemeenschappen wat betreft hun projecten op het vlak van onderwijs ? Er zijn al problemen vastgesteld, bijvoorbeeld in de DRC dat nood heeft aan projecten op het vlak van basisonderwijs terwijl er schoolboeken voor secundair onderwijs werden geleverd.

Ook de heer De Bruyn peilt naar de samenwerking met de gemeenschappen op het vlak van onderwijs. Wordt er geen dubbel werk gedaan ? Hoe wordt naar maximale samenwerking gestreefd ?

Verder vraagt spreker zich af een structurele samenwerking met andere partners werd gerealiseerd ingevolgde de *EU Code of Conduct* voor een efficiënte taakverdeling.

Wat betreft de samenwerking op het terrein tussen BTC en DGOS vermeldt het jaarverslag dat in de partnerlanden beide partijen respectievelijk worden vertegenwoordigd door de Attaché voor Ontwikkelingssamenwerking en de Plaatselijke Vertegenwoordiger van BTC. Hoe verloopt de samenwerking ? Als er moeilijkheden op het terrein zijn, zijn dit dan te wijten aan de structuren of aan botsende persoonlijkheden ?

De heer De Bruyn verklaart te kunnen instemmen met het principe van *ownership*, maar vraagt zich af hoeveel projecten die op dit principe steunen, als geslaagd kunnen worden beschouwd. Het jaarverslag biedt weinig informatie over de resultaten van de *screening*.

In 2009 werd een totaalbudget van 3,2 miljoen euro toegekend voor de selectie van nieuwe microprojecten in de verschillende partnerlanden. Over hoeveel

projets est-il question? Ici aussi, le contrôle et l'évaluation sont des éléments essentiels pour tirer des leçons pour l'avenir.

Collabore-t-on avec des représentants commerciaux régionaux?

Pourquoi la collaboration avec les Pays-Bas n'a-t-elle pas été poursuivie?

La politique d'intégration en interne du VIH/sida est une matière sensible. Les collaborateurs locaux de la CTB font-ils l'objet d'un dépistage sur ce plan? Il s'agit d'une question délicate, mais M. De Bruyn aurait aimé savoir de quels moyens la CTB dispose pour se faire une idée de la problématique.

En ce qui concerne la politique du personnel, M. De Bruyn attire l'attention sur la nette supériorité numérique des hommes chez les expatriés, alors qu'il lui semble que pour certaines thématiques, la communication passe pourtant mieux entre femmes. La CTB parviendra-t-elle à envoyer davantage de femmes sur le terrain? Quelles initiatives ont été prises en ce sens?

Le programme du service volontaire attire de nombreux candidats mais seule une minorité réussit les épreuves de sélection. Quels sont les critères retenus en l'espèce? La langue est-elle ici aussi prise en considération?

Mme de Bethune se demande s'il serait possible de prévoir chaque année l'organisation, par la CTB, d'une mission pour les parlementaires belges leur permettant de visiter différents projets sur place.

Sa deuxième observation porte sur la politique du genre au sein de la CTB. Le rapport annuel de la CTB indique qu'en juin 2009, la CTB prend un nouveau départ en matière d'intégration du genre. Ainsi, des recommandations auraient été formulées lors d'un séminaire sur le genre organisé au Niger et l'experte en genre recrutée récemment au sein de la CTB prépare depuis lors une stratégie globale d'intégration du genre. Mme de Bethune aimerait obtenir dans quelques mois une évaluation de cette stratégie, de manière à pouvoir vérifier sa mise en œuvre. Il en va de même pour d'autres thématiques horizontales, telles que le VIH/sida et les droits de l'enfant.

Mme de Bethune attire par ailleurs l'attention sur le chiffre d'affaires pour 2009: 237 millions d'euros. La partie non utilisée des moyens alloués n'a atteint que 343 000 euros alors qu'en 2008, elle dépassait encore les 2 millions d'euros. Comment la CTB veille-t-elle au respect de la norme de 0,7%? Quelles conditions préalables la CTB a-t-elle définies pour veiller au contrôle de la qualité?

En ce qui concerne la décentralisation, la membre demande où se situe le point d'équilibre dans le fonctionnement. Vers quelle direction s'oriente-t-on?

projecten gaat het? Controle en evaluatie is ook hier essentieel om lessen te trekken voor de toekomst.

Wordt er samengewerkt met regionale handelsvertegenwoordigers?

Waarom wordt de verdere samenwerking met Nederland stopgezet?

Het interne mainstreamingsbeleid over HIV/aids is een gevoelige materie. Worden lokale medewerkers van BTC gescreend op dat vlak? Het is een precaire vraag, maar de heer De Bruyn had graag geweten over welke middelen BTC beschikt om zicht op de problematiek te verwerven.

Wat betreft het personeelsbeleid wijst de heer De Bruyn op het overwicht aan mannen bij de expats, terwijl sommige thematieken toch beter van vrouw tot vrouw kunnen worden overgebracht. Slaagt BTC er in om meer vrouwen op het terrein te sturen? Welke initiatieven worden hiertoe ontplooid?

Het programma inzake de vrijwillige dienst lokt veel kandidaten, maar slechts een minderheid slaagt in de selectieproeven. Welke criteria gelden ter zake? Wordt hier ook de taal in overweging genomen?

Mevrouw de Bethune vraagt zich af of het mogelijk zou om jaarlijks een missie te voorzien, georganiseerd door BTC, voor de Belgische parlementsleden om een aantal projecten op het terrein te bezoeken.

Een tweede opmerking betreft het genderbeleid binnen BTC. In het jaarverslag van BTC wordt vermeld dat een nieuwe start werd genomen inzake gendermainstreaming. Zo zou tijdens een genderseminarie in Niger aanbevelingen geformuleerd zijn en bereidt de nieuw aangeworven genderexperte bij BTC ondertussen een volwaardige strategie voor gendermainstreaming voor. Mevrouw de Bethune had graag binnen enkele maanden een evaluatie hiervan ontvangen, zodat de implementatie van die strategie kan worden nagegaan. Dit geldt ook voor andere horizontale thema's, zoals HIV/aids en kinderrechten.

Verder wijst mevrouw de Bethune op het omzetcijfer voor 2009: 237 miljoen euro. Van de toegekende middelen werd slechts 343 000 euro niet gebruikt, terwijl dit in 2008 nog meer dan 2 miljoen euro was. Hoe bewaakt BTC de 0,7% norm? Welke randvoorwaarden heeft BTC opgesteld om te zorgen dat de kwaliteit wordt bewaakt?

Wat betreft de decentralisatie, vraagt het commissielid waar het evenwichtspunt in de werking ligt. In welke richting gaat de trend?

Elle voit d'un bon œil que la coopération déléguée ait représenté 14 % du budget en 2009. Ce chiffre témoigne-t-il de la confiance d'autres pays dans la CTB ?

La coopération au développement affecte 10 % de son budget à l'aide budgétaire. La CTB assure le monitoring de sa mise en œuvre. L'intervenante se pose néanmoins des questions sur le principe même de l'aide budgétaire. M. Michiels peut-il donner de plus amples explications à ce sujet ?

Enfin, Mme de Bethune souhaiterait en savoir plus sur la composition et le fonctionnement de l'assemblée générale de la CTB.

Selon M. De Decker, la CTB a atteint un certain niveau de maturité en quelques années à peine et est à présent devenue un acteur incontournable de la coopération au développement, qui contribue de manière essentielle à l'efficacité de l'aide.

En ce qui concerne la concentration géographique, l'intervenant souligne que la coopération technique belge est présente dans dix-huit pays partenaires, pour la plupart en Afrique. Depuis quelques années, certains se demandent si la Belgique doit être présente dans un nombre aussi important de pays africains. Il est vrai qu'au fil des ans, le profil de certains pays s'est fortement modifié, comme c'est le cas pour l'Afrique du Sud, qui est devenue un véritable acteur dominant du continent.

M. De Decker a toujours été un fervent partisan d'une présence belge dans les trois pays partenaires d'Amérique latine, surtout compte tenu du fait que la Belgique y est présente depuis plusieurs décennies.

En Asie, la Belgique est toujours présente au Vietnam, alors que le Cambodge et le Laos ne sont plus des pays partenaires. Pourquoi a-t-on choisi le Vietnam, eu égard, en particulier, à son développement économique, alors que le Cambodge et le Laos sont beaucoup plus pauvres ? L'intervenant espère que ces deux pays redeviendront des pays partenaires de la coopération belge au développement.

M. De Decker exprime par ailleurs une certaine réticence par rapport à l'aide budgétaire. En effet, celle-ci suppose un contrôle strict et permanent. Certes, elle peut peut-être constituer un encouragement politique à une bonne gouvernance, mais elle comporte aussi de gros risques.

Enfin, l'intervenant s'interroge sur l'évolution du service volontaire à la coopération au développement.

M. Vanlouwe aimerait obtenir des précisions sur le choix des pays partenaires.

Het is positief dat in 2009 gedelegeerde samenwerking 14 % vertegenwoordigde. Getuigt dit cijfer van het feit dat andere landen vertrouwen hebben in BTC ?

In het budget van ontwikkelingssamenwerking wordt 10 % besteed aan budgethulp. De implementatie daarvan wordt door BTC bewaakt. Spreekster plaatst evenwel vraagtekens bij budgetsteun als principe. Kan de heer Michiels meer uitleg hierover geven ?

Ten slotte vraagt mevrouw de Bethune meer informatie over de samenstelling en het functioneren van de Algemene Vergadering van BTC.

Volgens de heer De Decker heeft BTC in slechts enkele jaren een niveau van maturiteit bereikt en is nu een onontkoombare acteur in de ontwikkelingssamenwerking die op een essentiële wijze bijdraagt aan de doeltreffendheid van de hulp.

Wat de geografische concentratie betreft, wijst spreker op het feit dat de Belgische ontwikkelingsamenwerking aanwezig is in achttien partnerlanden; de meeste ervan liggen in Afrika. Sinds enkele jaren rijst de vraag of België wel in zo veel Afrikaanse landen aanwezig moet zijn. Het profiel van sommige landen is in de loop der jaren immers sterk gewijzigd, zoals bijvoorbeeld Zuid-Afrika dat een echte dominante machtsfactor in Afrika is geworden.

De heer De Decker is steeds een grote voorstander geweest van een Belgische aanwezigheid in de drie partnerlanden in Latijns-Amerika, vooral gezien het feit dat België daar al decennia lang aanwezig is.

In Azië is België nog steeds aanwezig in Vietnam, terwijl Cambodja en Laos niet langer partnerlanden zijn. Waarom werd voor Vietnam gekozen, vooral gezien haar economische ontwikkeling, terwijl Cambodja en Laos veel armer zijn ? Spreker hoopt dat deze twee landen opnieuw een partnerland van de Belgische ontwikkelingssamenwerking worden.

De heer De Decker stelt verder eerder terughoudend te zijn op het vlak van budgetsteun. Budgetsteun veronderstelt een strikte en permanente controle. Budgetsteun kan misschien een politieke aanmoediging zijn voor *good governance*, maar houdt ook een groot risico in.

Ten slotte peilt spreker naar de evolutie inzake de vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking.

De heer Vanlouwe wenst meer uitleg over de keuze van de partnerlanden.

III. RÉPONSES DE M. MICHIELS

Pour certaines questions, comme celle concernant les programmes indicatifs de coopération (PIC) et le Rwanda et celle portant sur les contacts avec les acteurs indirects, M. Michiels renvoie au ministre de la Coopération au développement. Il indique toutefois que l'on tente réellement d'associer les ONG à l'élaboration d'un PIC.

C'est également au ministre de la Coopération au développement qu'il faut poser les questions relatives au budget de la coopération au développement et à la problématique de l'annulation de la dette.

Le choix des pays partenaires et la concentration géographique relèvent aussi d'une décision politique. La loi de 1999 relative à la coopération au développement prévoit vingt-cinq pays partenaires, mais ils ne sont que dix-huit dans la pratique et la plupart se trouvent en Afrique.

L'abandon de la coopération au Laos et au Cambodge résulte d'un choix politique auquel la CTB se range, tout en prônant néanmoins la continuité. Le Cambodge avait été ajouté à la liste des pays partenaires en 2000, et la décision de mettre fin à cette collaboration a été prise dès 2004. En procédant de la sorte, l'on crée des risques et des frustrations sur les plans opérationnel et diplomatique.

La Belgique est effectivement présente dans plusieurs pays qui ne font pas tous partie des plus fragiles et qui se trouvent dans des phases de développement différentes. Une présence dans ces pays est intéressante car elle permet à la CTB de tirer des enseignements des expériences qu'elle y acquiert et d'appliquer des modèles différents.

En ce qui concerne la répartition des tâches entre la CTB et la DGCD, M. Michiels relève tout d'abord que le rapport de l'Évaluateur spécial fait mention de projets qui ont été mis sur pied dans le cadre des premier et deuxième contrats de gestion. Au fil des différents contrats de gestion, le rôle des deux organismes a changé. Dans le cadre du premier contrat de gestion, l'administration avait un rôle déterminant dans la définition de la mission de la CTB tandis que dans le cadre du deuxième contrat de gestion, elle ne se chargeait plus que de l'identification générale et laissait à la CTB le soin de régler les détails des projets. Enfin, le troisième contrat de gestion (2007-2011) prévoit une participation maximale de la CTB à l'élaboration des actions. La préparation et l'évaluation politiques sont confiées à la DGCD, et la CTB se charge de la mise en œuvre des projets, y compris de leur formulation. Les tâches sont ainsi clairement réparties, ce qui s'est traduit sur le terrain dans les structures de suivi. Auparavant, les SMCL (structures mixtes de concertation locale) étaient composées de l'attaché de la DGCD, d'un

III. ANTWOORDEN VAN DE HEER MICHIELS

Voor het antwoord op enkele vragen, zoals de vraag over de ISP's en Rwanda en de vraag over de contacten met de indirecte actoren, verwijst de heer Michiels naar de minister van Ontwikkelingssamenwerking. De heer Michiels geeft wel aan dat er een ernstige poging gedaan wordt om de NGO's bij de ontwikkeling van een ISP te betrekken.

De vragen over de begroting voor ontwikkelingsamenwerking en de problematiek van de schuld-kwijtschelding zijn eveneens vragen die door de minister van Ontwikkelingssamenwerking moeten beantwoord worden.

Ook de keuze van de partnerlanden en de geografische concentratie is een politieke keuze. De wet op de ontwikkelingsamenwerking van 1999 voorziet 25 partnerlanden, maar in de praktijk gaat het om 18 landen, waarvan de meeste in Afrika liggen.

Het vertrek uit Laos en Cambodja is een gevolg van een politieke keuze waarbij BTC zich neerlegt. BTC pleit wel voor continuïteit. Zo werd in 2000 Cambodja toegevoegd aan de lijst met partnerlanden en reeds in 2004 werd de beslissing genomen om de samenwerking stop te zetten. Dit leidt tot risico's en frustraties op operationeel en diplomatiek vlak.

België is inderdaad aanwezig in verschillende landen die niet allemaal tot de meest fragiele behoren en die zich in verschillende fases van ontwikkeling bevinden. Dat heeft voordelen omdat BTC uit die ervaringen leert en verschillende modellen toepast.

Wat de taakverdeling tussen BTC en DGOS betreft, stipt de heer Michiels vooreerst aan dat in het verslag van de Bijzonder Evaluator melding wordt gemaakt van projecten die onder het eerste of het tweede beheerscontract tot stand zijn gekomen. De evolutie in de beheerscontracten toont een variërende rol van beide instellingen: in het eerste beheerscontract was de rol van de administratie bij het bepalen van de opdracht van BTC zeer groot, terwijl de administratie in het tweede beheerscontract alleen nog de algemene identificatie voor haar rekening nam en de detailontwerpen aan BTC overliet. In het derde beheerscontract (2007-2011) wordt BTC maximaal betrokken bij het ontwerp van de acties. Politieke beleidsvoorbereiding en evaluatie worden toevertrouwd aan DGOS en de uitvoering, inclusief de formulering ervan, aan BTC. Dit leidt tot een duidelijke scheiding van de taken en heeft zich vertaald in de opvolgingsstructuren op het terrein: vroeger bestonden de GLOS (gemengde globale overlegstructuren) uit de attaché van DGOS, een personeelslid van BTC en een vertegenwoordiger

membre du personnel de la CTB et d'un représentant du pays partenaire. Aujourd'hui, l'attaché de la DGCD n'en fait plus partie, dès lors que la DGCD ne participe plus à la mise en œuvre des projets. Cette évolution confirme donc la responsabilité de la CTB en tant qu'organe exécutif.

Cette répartition précise des tâches a eu des effets positifs, car tous les acteurs se sont repliés sur leur propre terrain. Le défi pour le quatrième contrat de gestion consistera à revenir à une plus grande collaboration entre tous les acteurs, mais chacun dans le cadre de son mandat personnel.

Les nouveaux rôles dévolus à la CTB et à la DGCD résultent du dialogue politique propre au nouveau paradigme de l'aide, qui oblige la CTB et la DGCD à collaborer pour assurer l'efficacité de l'aide.

Il y a encore des problèmes, aussi bien sur le terrain qu'entre les services à Bruxelles. Ces difficultés sont surtout des affaires de personnes qui sont parfois liées à un passé qu'elles n'ont pas « digéré », mais les perspectives se sont améliorées avec l'arrivée d'une nouvelle génération de membres du personnel dans les deux organismes. Le troisième contrat de gestion a constitué un tournant important à cet égard.

En ce qui concerne la profusion de règles et d'évaluations et le manque d'attention portée à l'impact sur le terrain, M. Michiels souligne que la CTB a dû s'imposer un grand nombre de directives et d'évaluations. La CTB a été créée en 1999 après une période marquée par d'énormes scandales dans la coopération belge au développement, qui concernaient aussi bien les résultats que la gestion des fonds publics. Au cours de la première période (jusqu'en 2004), les comptes de la CTB n'avaient pas été approuvés par le Collège des commissaires. La CTB a ensuite mis fortement l'accent sur le contrôle des comptes et de la gestion des fonds publics, si bien que, depuis 2005, les comptes sont approuvés par le Collège sans la moindre remarque. L'activité de la CTB fait actuellement l'objet d'un contrôle minutieux : deux collaborateurs de la Cour des comptes sont présents en permanence en vue du contrôle des marchés publics.

La CTB ne peut pas se permettre de privilégier soit les fonds publics, soit la qualité du travail; il faut s'intéresser aux deux aspects. Le contenu de son travail doit faire l'objet d'une plus grande attention. À cet effet, elle a besoin de moyens pour la gestion et le contrôle de la gestion. Huit personnes travaillent à temps plein pour les marchés publics, contre quatre au sein de la cellule Soins de santé. Le quatrième contrat de gestion définira les tâches dévolues à la CTB et les moyens nécessaires.

La CTB doit être plus attentive aux résultats et à l'impact des projets. Il est pourtant très difficile de mesurer l'impact, car on le fait deux à quatre ans après

van het partnerland, terwijl de attaché van DGOS er nu geen deel meer van uitmaakt omdat DGOS niet meer wordt betrokken bij de uitvoering van de projecten. Dit is dus een bevestiging van de verantwoordelijkheid van BTC als uitvoerend orgaan.

Deze strikte taakverdeling heeft positieve gevolgen gehad omdat iedereen zich op zijn eigen terrein terugplooiëde. De uitdaging voor het vierde beheerscontract is om iedereen opnieuw meer samen te doen werken, maar dan wel binnen het eigen mandaat.

De veranderende rollen van BTC en DGOS zijn het gevolg van de politieke dialoog eigen aan het nieuwe hulpparadigma, waardoor BTC en DGOS veroordeeld zijn tot samenwerken om de doeltreffendheid van de hulp te verzekeren.

Er zijn nog problemen, zowel op het terrein als tussen de diensten in Brussel. Dat heeft veel te maken met personen, soms met een onverwerkt verleden, maar ondertussen zijn de vooruitzichten beter door de nieuwe generatie personeelsleden in beide instellingen. Het derde beheerscontract is op dit vlak een belangrijk keerpunt geweest.

Wat betreft het overaanbod aan regels en evaluaties en het tekort aan aandacht voor de impact op het terrein, onderstreept de heer Michiels dat BTC zichzelf veel richtlijnen en evaluaties heeft moeten opleggen. BTC werd opgericht in 1999 na een periode van enorme schandalen in de Belgische ontwikkelings-samenwerking, zowel met betrekking tot de resultaten als met betrekking tot het beheer van de publieke fondsen. In de eerste periode (tot 2004) werden de rekeningen van BTC niet goedgekeurd door het College van commissarissen. Nadien heeft BTC sterk de nadruk gelegd op de controle van de rekeningen en het beheer van de publieke fondsen, zodat sinds 2005 de rekeningen goedgekeurd worden zonder enige opmerking van het College. BTC wordt nu grondig gecontroleerd : twee personen van het Rekenhof zijn permanent aanwezig voor de controle van de overheidsopdrachten.

BTC kan zich geen of/of verhaal veroorloven : dus niet of de publieke fondsen of de kwaliteit, het moet en/en. De aandacht voor de inhoud van het werk van BTC moet toenemen. Daartoe heeft BTC wel nood aan middelen voor beheer en beheerscontrole. Acht personeelsleden werken voltijds voor de overheidsopdrachten, tegenover vier personeelsleden voor de cel gezondheidszorg. Het vierde beheerscontract zal de taken voor BTC vastleggen en de nodige middelen voorzien.

BTC moet meer aandacht leggen op resultaten en impact van de projecten. Impact meten is wel zeer moeilijk omdat het twee tot vier jaar na het beëindigen

la fin du projet. En principe, la CTB ne dispose plus, à ce moment-là, des moyens nécessaires pour le faire. Il s'agit, à juste titre, d'un sujet de préoccupation pour elle.

La CTB a renforcé ses capacités pour le monitoring et l'évaluation. Une équipe de collaborateurs est prévue à cet effet.

La CTB attache à juste titre beaucoup d'importance au volet financier, car il y va de sa survie. Elle tente cependant de trouver un équilibre et de porter une plus grande attention au fond et à l'innovation. C'est ainsi qu'un séminaire international consacré aux effets des changements climatiques sur le mode de construction des bâtiments sera organisé en janvier 2011. La CTB construit en effet un grand nombre de bâtiments dont elle garantit la qualité et elle effectue aussi des rénovations. Par exemple, elle a construit au Cambodge une école dotée de salles de classe bien éclairées tout en étant mieux isolées de la chaleur. Aujourd'hui, ce bâtiment fait figure de norme pour le ministère local de l'enseignement.

Pour ce qui est du coût des contrôles réalisés par la Cour des comptes et les réviseurs d'entreprises, M. Michiels renvoie à la loi qui prévoit que le Collège des commissaires comprend deux parties: deux conseillers de la Cour des comptes et deux représentants du bureau des réviseurs d'entreprises. Dans la pratique, la Cour des comptes se penche principalement sur les marchés publics, tandis que les réviseurs d'entreprises contrôlent les comptes proprement dits. La Cour des comptes participe aux missions sur le terrain, car c'est là que l'on attribue une partie considérable des marchés.

Le choix des institutions bancaires a été dicté par des considérations pratiques. La BTC effectue de nombreux mouvements de fonds complexes qui nécessitent les services d'une banque présente dans le monde entier et des systèmes de paiements internationaux ainsi qu'un contrôle sur ces paiements. Quoiqu'il en soit, la CTB est consciente du fait qu'elle doit rechercher un moyen de collaborer aussi avec des banques solidaires.

À propos des chiffres, M. Michiels souhaite encore souligner qu'au cours des négociations en vue du troisième contrat de gestion (en 2006), il avait été convenu que tant que le chiffre d'affaires était inférieur à 175 millions d'euros, la CTB recevrait 19 millions d'euros à titre de frais de gestion. Ce montant passerait à 20 millions si le chiffre d'affaires dépassait le plafond fixé. L'idée sous-jacente était que la CTB n'atteindrait jamais un chiffre d'affaires de 175 millions d'euros, or celui-ci s'élève aujourd'hui à 237 millions d'euros. Les frais de gestion n'ont pas suivi cette augmentation en vertu du troisième contrat de gestion. Ce point fera à nouveau l'objet de négociations dans le cadre du quatrième contrat de gestion.

van het project wordt gedaan. In principe heeft BTC dan geen middelen meer om dit te voorzien. Dit is terecht een aandachtspunt voor BTC.

BTC heeft haar capaciteiten versterkt voor monitoring en evaluatie. Een team van personeelsleden is hiertoe voorzien.

BTC besteedt terecht veel aandacht aan het financiële luik, want dat is ook het overleven van BTC. BTC tracht wel een evenwicht te vinden en meer aandacht te schenken aan inhoud en innovatie. Zo zal in januari 2011 een internationaal seminarie worden georganiseerd over de effecten van de klimaatwijziging op de wijze van oprichten van gebouwen. BTC trekt immers veel gebouwen op en garandeert de kwaliteit van die gebouwen, maar brengt ook vernieuwingen aan. Zo werd bijvoorbeeld in Cambodja een schoolgebouw opgeleverd met lichte klaslokalen maar dat toch weinig warmte binnenlaat. Dit gebouw geldt nu als norm voor het lokale ministerie van onderwijs.

Wat de kostprijs van de controles door het Rekenhof en de bedrijfsrevisoren betreft, wijst de heer Michiels op de wet die voorziet dat het College van commissarissen samengesteld is uit twee partijen: twee raadsheeren uit het Rekenhof en twee vertegenwoordigers van het bureau der bedrijfsrevisoren. In de praktijk houdt het Rekenhof zich voornamelijk bezig met openbare aanbestedingen, terwijl de bedrijfsrevisoren eerder de rekeningen zelf controleren. Het Rekenhof neemt deel aan missies op het terrein aangezien daar een aanzienlijk deel van de aanbestedingen wordt toegekend.

De keuze van de bankinstellingen is ingegeven door praktische overwegingen. BTC heeft veel en ingewikkelde bewegingen van fondsen, zodat er nood is aan een bank met internationale aanwezigheid en systemen van internationale betalingen, en controle op die betalingen. BTC is er zich wel van bewust dat ze een middel moet zoeken om ook met solidaire banken samen te werken.

Over de cijfers wil de heer Michiels nog benadrukken dat tijdens de onderhandelingen voor het derde beheerscontract (in 2006) overeengekomen werd dat, zolang het zakencijfer minder dan 175 miljoen bedraagt, BTC 19 miljoen euro ontvangt als beheerskosten. Boven dat plafond zou dit bedrag stijgen tot 20 miljoen. De achterliggende idee was dat BTC nooit het zakencijfer van 175 miljoen zou realiseren, terwijl BTC ondertussen een omzet van 237 miljoen bereikt. De beheerskosten zijn niet gevolgd omwille van dat derde beheerscontract. Dit punt zal wel opnieuw onderhandeld worden in het kader van het vierde beheerscontract.

Sur le chiffre d'affaires de 237 millions d'euros (2009), une somme de 343 000 euros est restée inutilisée. Autrement dit, la CTB a réalisé 98 % de son chiffre d'affaires. M. Michiels craint que cette excellente performance ne puisse pas être égale en 2010 parce qu'une part de plus en plus importante du fonctionnement échappe au contrôle de la CTB, étant donné que la responsabilité incombe au partenaire. Il faut imaginer ici un mécanisme pour convaincre le partenaire de notre besoin de présenter des résultats. La CTB essaie d'assurer le suivi de la qualité dans tous les cas.

Pour une agence qui travaille sur le terrain, les effectifs à Bruxelles restent très importants. Grâce au troisième contrat de gestion qui prévoyait les moyens nécessaires, la CTB est parvenue à attirer trente-sept experts disposant de compétences thématiques et sectorielles, y compris des experts internationaux. La raison pour laquelle ils ne sont pas (encore) actifs sur le terrain — ce qui serait en fait idéal — est de nature purement financière : actuellement, la CTB ne peut pas se permettre de décentraliser l'expertise sectorielle, même si cela est essentiel, étant donné le nouveau paradigme de l'aide et la nécessité de soutenir le dialogue politique.

La CTB est en pleine phase de réorganisation et de décentralisation. Comme on l'a déjà indiqué ci-dessus, elle tente de reprendre le contrôle de la situation. La réorganisation qui entrera en vigueur à partir de 2011 vise à responsabiliser les structures locales. La CTB ne peut pas suivre à distance les activités sur le terrain, si bien qu'elle doit pouvoir intervenir de manière plus proactive.

De plus, elle a également franchi les premières étapes vers la décentralisation dans le contexte budgétaire actuel, même si cette décentralisation représente un surcoût de 100 % par poste. La valorisation de l'expertise locale constitue une option mais elle n'est pas non plus moins chère car les personnes connaissent leur valeur sur le marché.

En ce qui concerne l'enseignement, M. Michiels explique qu'il n'y a pas de coopération structurelle entre les ministères de l'enseignement, mais bien une coopération ponctuelle entre intermédiaires. Un inspecteur pédagogique de la Communauté française a ainsi été sollicité pour donner son avis quant à la fourniture des manuels scolaires. Au Rwanda, la CTB collabore étroitement avec la VVOB (*Vlaamse Vereniging voor ontwikkelingssamenwerking en technische bijstand*) et l'APEFE (*Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger*).

Le service volontaire à la coopération au développement est une initiative de M. Armand De Decker, alors ministre de la Coopération au développement. À chaque appel aux candidats en vue du recrutement d'assistants juniors, il y a de 400 à 500 réponses. Après

Van het omzetcijfer van 237 miljoen euro (2009) werd 343 000 euro niet gebruikt. Met andere woorden 98 % ervan werd gerealiseerd. De heer Michiels vreest dat deze uitstekende prestatie in 2010 niet zal kunnen geëvenaard worden omdat steeds grotere percentages van de werking aan de controle van BTC ontsnappen, aangezien de partner de verantwoordelijk draagt. Hier moet een mechanisme gevonden worden om de partner te overtuigen van onze noodzaak om resultaten voor te leggen. BTC tracht wel in alle gevallen de kwaliteit te bewaken.

Voor een agentschap dat op het terrein werkt, zijn er nog vrij veel personeelsleden in Brussel. Dankzij het derde beheerscontract dat de nodige middelen voorziet, slaagt BTC erin om 37 experts voor thematische en sectoriële expertise aan te trekken, ook internationale experts. De reden waarom ze niet (nog) op het terrein zitten — hetgeen in feite ideaal zou zijn — is puur van financiële aard : een expert op het terrein kost het dubbele van een expert in Brussel. BTC kan zich nu niet veroorloven om de sectoriële expertise te decentraliseren, ook al is dat essentieel, gezien het nieuwe hulpparadigma en de noodzaak om de politieke dialoog te ondersteunen.

BTC is volop bezig met reorganisatie en decentralisatie. Zoals hierboven reeds aangehaald wordt sinds 2004 gepoogd om de zaken terug onder controle te krijgen. De reorganisatie die vanaf 2011 in werking zal treden, beoogt het responsabiliseren van de lokale structuren. BTC kan de activiteiten op het terrein niet vanop afstand volgen waardoor er dus pro-actiever moet kunnen opgetreden worden.

Tevens worden ook binnen de huidige budgettaire context de eerste stappen gezet voor decentralisatie, ook al betekent decentralisatie een meerkost van 100 % per post. Het valoriseren van lokale expertise is een optie maar ook niet goedkoop want de mensen kennen hun marktwaarde.

Wat het onderwijs betreft, legt de heer Michiels uit dat er geen structurele samenwerking is tussen de ministeries van onderwijs, maar wel punctuele samenwerking met tussenpersonen. Zo werd er bijvoorbeeld advies gevraagd voor de levering van de schoolboeken aan een schoolinspecteur van de Franstalige gemeenschap. In Rwanda werkt BTC nauw samen met VVOB (*Vlaamse Vereniging voor ontwikkelingssamenwerking en technische bijstand*) en APEFE (*Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger*).

De vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking is een initiatief van de toenmalige minister van Ontwikkelingssamenwerking, de heer Armand De Decker. Elke oproep voor junior assistenten wordt beantwoord door 400 à 500 kandidaten. Na een eerste

un premier test de motivation organisé par le Selor, les candidats passent une interview devant un jury extérieur. Au final, 25 % des candidats sont retenus et se voient proposer une formation par la CTB. Celle-ci dure trois semaines, après quoi les candidats sont affectés sur le terrain tout en étant encadrés par un coach. Actuellement, parmi les assistants juniors en poste, trente-neuf sont francophones et quarante-deux néerlandophones. Au départ, il y a eu une majorité de candidats francophones parce que la presse néerlandophone s'était peu intéressée au service volontaire. À présent, la parité linguistique est plus ou moins respectée, le bouche à oreille ayant notamment fonctionné.

Le programme junior est tout à fait positif et dépasse les attentes. Une enquête menée auprès des premiers participants déjà rentrés au pays (un questionnaire a été envoyé à quatre-vingt-huit personnes et quatre-vingt-deux d'entre elles ont répondu) montre que 50 % d'entre eux travaillent toujours dans le secteur du développement, et que la moitié de ceux-ci sont même toujours sur le terrain. En fait, le programme junior crée donc un vivier qui permettra de renouveler l'expertise belge.

Le champ d'application des assistants juniors a été récemment élargi : aujourd'hui, les volontaires ne sont plus seulement affectés à des projets bilatéraux, ils sont également employés par les ONG, ce qui renforce la coopération avec les acteurs indirects.

Le programme poursuivait deux objectifs : sensibiliser les personnes et cultiver une expertise. Avec la professionnalisation du secteur, les personnes sans expérience n'étaient acceptées nulle part, pas même au sein des ONG, et ne trouvaient en même temps aucun poste leur permettant d'accumuler l'expérience nécessaire. Le programme junior permet de répondre à cette problématique. L'objectif visé est de poursuivre le programme, en mettant éventuellement davantage l'accent sur la formation.

L'acceptation d'un code socio-économique et éthique était nécessaire pour obtenir une reconnaissance en tant qu'agence d'exécution de la part de la Commission européenne. Après un audit, la CTB a été certifiée en qualité d'organe d'exécution pour la Commission européenne.

La responsabilisation des partenaires a renforcé l'intérêt pour la maîtrise des risques en matière de corruption. La CTB a instauré des points de contact et désignera prochainement un conseiller en intégrité. Pour les analyses de risques, la CTB collabore aussi de manière structurelle avec le Bureau d'éthique et de déontologie administratives. La lutte contre la corruption s'avère en effet capitale. Le prochain rapport annuel reviendra d'ailleurs plus en détail sur ce thème. La *Global Reporting Initiative* (GRI), qui a fourni le guide de reporting de développement durable le plus

test over hun motivatie, uitgevoerd door Selor, volgen interviews met een externe jury. Uiteindelijk blijven 25 % van de kandidaten over die dan door BTC een vorming aangeboden krijgen. Deze opleiding duurt 3 weken, waarna de kandidaten op het terrein worden ingezet met begeleiding door een coach. Momenteel werken er 39 Franstalige en 42 Nederlandstalige junior assistenten. Bij de aanvang was er een meerderheid aan Franstalige kandidaten, hetgeen te wijten was aan een gebrek aan belangstelling voor de dienst in de Nederlandstalige pers. Nu is de aandacht evenwichtiger gespreid, ook door de mond-aan-mond reclame.

Het junior programma is zeker positief en overtreft de verwachtingen. Uit een enquête bij de eersten die zijn teruggekeerd (aan 88 personen werd een vragenlijst gestuurd en 82 hebben geantwoord) blijkt dat 50 % van hen nog steeds werkt in de ontwikkelingssector, waarvan de helft zelfs op het terrein. Het junior programma creëert dus in feite een kweekvijver om de Belgische expertise te vernieuwen.

Recent werd het toepassingsveld voor de junior assistenten verbreed : de vrijwilligers worden nu niet alleen meer in bilaterale projecten tewerkgesteld, maar ook bij NGO's, hetgeen de samenwerking met de indirecte actoren versterkt.

Het programma had twee doelstellingen : mensen sensibiliseren en expertise kweken. Met het professionaliseren van de sector kregen mensen zonder ervaring nergens toegang, zelfs niet in een NGO, terwijl er geen plaats was om de nodige ervaring op te doen. Het junior programma komt hieraan tegemoet. De bedoeling is om het programma verder te zetten, eventueel met meer nadruk op vorming.

De aanvaarding van een sociaal-economische en ethische code was noodzakelijk om erkend te worden als uitvoeringsagentschap van de Europese Commissie. Na een audit werd BTC gecertificeerd als uitvoeringsorgaan voor de Europese commissie.

Als gevolg van de responsabilisering van de partners steeg de aandacht voor risicobeheersing op het vlak van corruptie. BTC heeft meldpunten opgericht en er zal een integriteitadviseur worden aangesteld. BTC werkt ook structureel samen met de Dienst voor Ambtelijke Ethiek voor de analyse van risico. De strijd tegen corruptie is immers zeer belangrijk. Hierover zal ook meer vermeld worden in het volgende jaarverslag. Het *Global Reporting Initiative* (GRI), leverancier van 's werelds meest gebruikte gids voor duurzaamheidsrapportering, stelt dat ook over fouten moet worden

utilisé au monde, souligne la nécessité de communiquer également sur les erreurs commises pour déterminer ensuite les leçons à tirer.

En ce qui concerne les questions sur les thématiques du VIH/sida et du genre, M. Michiels remet à la commission deux documents d'orientation politique :

— *Gender mainstreaming in BTC* — *gender@yourdesk*, mars 2010, Saskia Ravesloot, Gender Expert — CTB;

— *HIV/AIDS Prevention and Response at the Workplace — Proposal of General Framework*, février 2009, Marleen Bosmans, Centre international de santé reproductive, Université de Gand.

Le premier document a déjà été transposé sous forme opérationnelle tandis qu'une personne a été engagée pour le second document. Étant donné que le budget n'est alloué que pour une seule année, la demande sera à nouveau soumise à l'assemblée générale l'année prochaine.

En ce qui concerne le personnel de la CTB, il est vrai que les effectifs masculins sont majoritaires. Cette situation est surtout due au type de pays et régions où la CTB est présente. Les quatre régions de concentration de la coopération au Congo se situent toutes en dehors des villes, comme c'est le cas au Niger. Au Mali, la CTB est même présente en zones de combats. C'est pour ces raisons que les femmes sont moins enclines à travailler dans ces régions. M. Michiels précise que la sélection des candidats n'est en tout cas pas à l'origine de ces écarts. Dans ce domaine, la politique d'intégration du genre avance des objectifs précis.

En fait, ces thèmes transversaux étaient sous-représentés et l'on tente à présent de les aborder un à un.

M. Michiels trouve qu'il serait délicat de demander au personnel de subir un dépistage du sida. Pour la CTB, il s'agit plutôt de constater une situation pour pouvoir la gérer. Dans cette problématique, des éléments tels que la discrimination, la confidentialité et la responsabilité doivent également être pris en compte.

M. Michiels admet qu'il n'y a pas de projets spécifiques en matière de santé sexuelle et reproductive. La plupart des pays fonctionnent au départ de structures horizontales, de systèmes de santé, et pas toujours à partir de programmes spécifiques. En tant que donateur important, le *Global Fund* réalise de nombreux programmes plutôt verticaux si bien que la CTB se focalise davantage sur les structures de santé horizontales. Pour la CTB, les programmes de santé demeurent très importants (séparation sectorielle : 27 %). Dans certains pays, la CTB est même leader

gecommuniceerd om nadien aan te tonen welke lessen eruit worden getrokken.

Wat de vragen over HIV/aids en gender betreft, overhandigt de heer Michiels twee policy documenten aan de commissie :

— *Gender mainstreaming in BTC* — *gender@yourdesk*, March 2010, Saskia Ravesloot, Gender Expert — BTC;

— *HIV/AIDS Prevention and Response at the Workplace — Proposal of General Framework*, February 2009, Marleen Bosmans, *International Centre for Reproductive Health*, Ghent University.

Het eerste document werd al in operationele vorm omgezet, terwijl voor het tweede document een personeelslid werd aangeworven. Aangezien het budget slechts voor één jaar is toegekend, zal de vraag volgend jaar opnieuw aan de Algemene Vergadering worden voorgelegd.

Wat het personeel van BTC betreft, is er inderdaad een overwicht aan mannen. Dat heeft veel te maken met het soort landen en regio's waar BTC aanwezig is. De vier concentratieregio's van de samenwerking in Congo liggen allemaal buiten de steden, net zoals in Niger. In Mali is BTC zelfs aanwezig in oorlogsgebied. Dit heeft tot gevolg dat vrouwen minder interesse hebben om op die terreinen te werken. De heer Michiels verklaart dat in ieder geval niet de selectie van kandidaten aan de oorsprong ligt van het verschil. De gender mainstreaming policy brengt streefcijfers naar voren op dit vlak.

Die transversale themas waren in feite ondervertegenwoordigd en er wordt nu getracht ze één voor één aan te pakken.

De heer Michiels vindt de vraag over een aids-screening bij het personeel delicaat. Voor BTC gaat het eerder om het constateren van een toestand en dan ermee omgaan. Elementen als discriminatie, vertrouwelijkheid en verantwoordelijkheid moeten hier gecombineerd worden.

De heer Michiels geeft toe dat er geen specifieke projecten inzake seksuele en reproductieve gezondheid zijn. In de meeste landen wordt met horizontale structuren gewerkt, met gezondheidssystemen, en niet altijd met specifieke programma's. De *Global Fund*, als grote donor, voert heel wat verticale programma's uit waardoor BTC zich eerder richt op de horizontale gezondheidstructuren. Gezondheidsprogramma's blijven zeer belangrijk voor BTC (sectoriële spreiding : 27 %). In sommige landen is BTC zelfs leider in deze sector. De heer Michiels hoopt wel dat in de nota over

dans ce secteur. M. Michiels espère que la note sur le VIH/sida consacrerait un volet étoffé aux droits sexuels et reproductifs.

Le Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement constitue l'une des principales raisons pour lesquelles la Belgique se focalise sur deux secteurs (trois au maximum), ce qui permet de mettre en œuvre la division du travail en question. La CTB peut ainsi se spécialiser, et la politique à long terme est plus claire.

Sur le terrain, nous constatons que certains pays prennent eux-mêmes l'initiative: au Rwanda, ce sont les autorités elles-mêmes qui ont proposé les secteurs bénéficiaires de la Coopération belge au développement. Dans d'autres pays, les différents donateurs concluent eux-mêmes des accords par le biais de la coopération déléguée. Ce type d'initiative est encouragé principalement par la Commission européenne, mais celle-ci constate que 50 % des projets reviennent à la GTZ (*Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*). La situation évolue pourtant de manière plutôt hésitante. La Belgique attribue environ autant de projets qu'elle n'en reçoit (surtout dans les pays d'Afrique centrale), mais cela reste assez limité d'un point de vue budgétaire, en dépit de la pression politique énorme exercée par la Commission européenne. C'est principalement au Niger et au Mali que la CTB se voit confier des projets par la Commission européenne.

Selon M. Michiels, on est en train de perdre une occasion unique pour la Déclaration de Paris. D'une part, nous assistons, sous la pression de la crise économique, à une renationalisation de l'aide qui, auparavant, était davantage organisée par le biais de donateurs. Par exemple, les Pays-Bas ont suspendu leur aide budgétaire à la Tanzanie en raison d'un conflit avec une firme néerlandaise. D'autre part, nous constatons que l'on réintroduit des conditions à l'aide. Compte tenu de l'évolution de la coopération au développement en Allemagne et aux Pays-Bas, cette tendance ne fera que s'intensifier.

Même les défenseurs traditionnels de l'aide budgétaire se posent beaucoup de questions. En Suède, par exemple, la tendance passe de l'aide budgétaire générale à une aide budgétaire sectorielle, car celle-ci peut être mieux contrôlée.

En réalité, on s'interroge de plus en plus à cet égard; dans les conditions actuelles, une aide budgétaire n'est pas idéale dans les pays fragiles. La CTB apporte une aide budgétaire uniquement dans les pays plus développés où la communauté donatrice exerce un plus grand contrôle. L'aide budgétaire comporte des risques, mais elle doit malgré tout rester présente dans le portefeuille. Dans certains pays, il est raisonnable d'apporter une aide budgétaire en plus des projets qui contribuent ponctuellement à augmenter la capacité du pays.

HIV/aids een belangrijk onderdeel gereserveerd wordt voor seksuele en reproductieve rechten.

De *EU Code of Conduct for Complementarity and Division of Labour* is een van de basisredenen waarom België zich richt op twee (maximum drie) sectoren waardoor ruimte ontstond om die *division of labour* tot stand te brengen. Dit laat BTC specialisatie toe en het beleid op lange termijn is duidelijker.

Op het terrein stellen we vast dat bepaalde landen zelf het voortouw nemen: in Rwanda heeft de overheid zelf de sectoren voorgesteld voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking. In andere landen maken de verschillende donoren samen afspraken. Het instrument hiertoe is gedelegeerde samenwerking. Vooral de Europese commissie is grote voorstander maar stelt vast dat 50 % naar GTZ (*Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*) gaat. Toch is de evolutie eerder aarzelend. België besteedt ongeveer evenveel projecten uit dan ze zelf ontvangt (vooral in de Centraal-Afrikaanse landen), maar budgettair blijft het eerder een bescheiden beweging, ondanks de enorme politieke druk vanuit de Europese Commissie. Van de Europese Commissie ontvangt BTC voornamelijk projecten in Niger en Mali.

Volgens de heer Michiels is de Verklaring van Parijs haar momentum aan het verliezen. Enerzijds stellen we, onder druk van de economische crisis, een her-nationalisering vast van de hulp waar vroeger meer in donorverband gewerkt werd. Zo heeft Nederland bijvoorbeeld zijn budgethulp aan Tanzania opgeschort omwille van een conflict met een Nederlandse firma. Anderzijds zien we een herintroductie van conditionaliteiten. Gezien de evolutie van de ontwikkelings-samenwerking in Duitsland en Nederland, zal deze tendens zich alleen maar versterken.

Zelfs bij de traditionele verdedigers van de budgethulp rijzen veel vragen. Zweden bijvoorbeeld kent een beweging van algemene budgethulp naar sectoriële budgethulp omdat deze laatste beter kan gecontroleerd worden.

In feite worden er hier meer en meer vraagtekens gezet: zo mag budgethulp niet in fragiele staten. BTC doet alleen aan budgethulp in de meer ontwikkelde staten waar meer controle door de donorgemeenschap is. Budgethulp houdt risico's in, maar toch moet het een deel van een portefeuille blijven. In sommige landen is budgethulp verantwoord naast projecten die punctueel bijdragen tot het verhogen van de capaciteit van het land.

Outre l'alignement sur les systèmes locaux, l'harmonisation entre les donateurs, la responsabilisation collective et la gestion orientée vers les résultats, l'appropriation est l'un des principes directeurs de la Déclaration de Paris et devrait être l'évidence même. Pourtant, elle ne pourra jamais être mise en œuvre si les gens ne prennent pas leurs responsabilités. L'appropriation est basée sur le principe d'un *development State*, c'est-à-dire un pays dont le gouvernement s'intéresse au développement et au bien-être de sa population, ce qui n'est pas toujours le cas. Les objectifs de la Déclaration de Paris ne peuvent être réalisés qu'au terme d'un dialogue politique énergique, d'où la nécessité de renforcer la capacité à bien mener ce dialogue.

M. Michiels ne peut pas donner de chiffres sur les MIP (microprojets), mais indique que l'ensemble du programme relatif aux MIP a été soumis à l'évaluateur spécial.

Il y a des contacts, certes sporadiques, avec des représentants commerciaux régionaux. En RDC, c'est dans l'agriculture que ces contacts sont les plus avancés, car ce secteur s'y prête particulièrement bien avec ses nombreux acteurs privés. Il existe une bonne collaboration, surtout pour encourager les investissements en provenance de la Belgique.

Les Pays-Bas se sont retirés pour des raisons purement budgétaires. Le budget néerlandais en la matière est passé de 0,8 à 0,7 %. Dans tous les domaines où les Pays-Bas collaboraient avec la CTB, ils voulaient être présents non pas dans une position dominante, mais par le biais de la coopération déléguée. En période de difficultés budgétaires, ce sont donc les projets de ce type qui sont abandonnés en premier lieu.

Réaliser de grands projets n'est pas un objectif en soi et n'est pas non plus la panacée. Un petit projet mis en place au bon endroit peut avoir autant d'impact qu'un projet de grande envergure. Dans le passé, la Coopération belge au développement était présente partout de manière plutôt dispersée. Aujourd'hui, au contraire, l'on choisit d'augmenter les volumes et de se concentrer sur certains secteurs, ce qui permet de différencier le portefeuille, tant pour les grands que pour les petits projets.

L'assemblée générale de la CTB est l'État belge, représenté par le ministre de la Coopération au développement.

Ownership is, naast afstemming op lokale systemen, harmonisatie tussen donoren, gemeenschappelijk rekenschap en resultaatgericht beheer, één van de leidmotieven van de Verklaring van Parijs en zou de evidentie zelf moeten zijn. Als mensen echter geen verantwoordelijkheid nemen, zal het nooit gaan. *Ownership* gaat uit van het principe van een *development State*, een regering die geïnteresseerd is in de ontwikkeling en het welzijn van haar bevolking, maar dat is geen algemeen verschijnsel. De streefdoelen van de Verklaring van Parijs kunnen pas verwezenlijkt worden na een gespierde politieke dialoog; vandaar de noodzaak om de capaciteit om die dialoog goed te voeren, te versterken.

De heer Michiels kan geen cijfers geven over de MIPs (micro-projecten), maar stelt dat hele MIP programma door de Bijzonder Evaluator aan evaluatie wordt onderworpen.

Er zijn — weliswaar sporadische — contacten met regionale handelsvertegenwoordigers. Die contacten zijn het meest uitgebouwd op vlak van landbouw in de DRC omdat landbouw een sector bij uitstek is met veel privé actoren. Er is een goede samenwerking, vooral om investeringen vanuit België aan te moedigen.

Nederland heeft zich om puur budgettaire redenen teruggetrokken. Het budget is verminderd van 0,8 naar 0,7 %. Al de terreinen waar Nederland samenwerkte met BTC waren terreinen waarin Nederland zelf niet dominant aanwezig wilde zijn, maar wel via gedelegeerde samenwerking. In tijden van budgettaire krapte, zijn dat dan ook de eerste projecten die geschrapt worden.

Grotere projecten zijn geen doel op zich en zijn ook niet zaligmakend. Een klein project op de juiste plaats kan evenveel effect scoren dan een groot project. In het verleden was de Belgische ontwikkelingsamenwerking overal aanwezig zonder veel focus, terwijl nu geopteerd wordt voor een verhoging van de volumes en een concentratie in sectoren. De concentratie per sector en de grotere volumes maken dat de portefeuille gedifferentieerd kan worden, zowel voor grotere als voor kleinere projecten.

De Algemene Vergadering van BTC is de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de minister van Ontwikkelingssamenwerking.

Enfin, M. Michiels déclare qu'il est disposé à organiser et à recevoir une mission parlementaire, mais qu'il y a un problème d'ordre financier. Au printemps 2010, une délégation de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat s'est déjà rendue au Burundi pour découvrir plusieurs projets de la CTB.

Le rapporteur,

Bert ANCIAUX.

Le président,

Karl VANLOUWE.

Ten slotte verklaart de heer Michiels dat hij bereid is om organisator en gastheer te zijn van een parlementaire missie, maar er is wel een financieel probleem. In het voorjaar van 2010 heeft een delegatie van de Senaatscommissie voor Buitenlandse Betrekkingen reeds enkele projecten van BTC in Burundi bezocht.

De rapporteur,

Bert ANCIAUX.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.